



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 18/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EGGER PANNEAUX ET DECORS**

ZI de Blanchifontaine  
BP 65  
88700 Rambervillers

Références : S-25-1280RP

Code AIOT : 0006202396

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement EGGER PANNEAUX ET DECORS implanté ZI de Blanchifontaine 88700 Rambervillers. L'inspection a été annoncée le 08/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à deux plaintes enregistrées pour le bruit.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EGGER PANNEAUX ET DECORS
- ZI de Blanchifontaine 88700 Rambervillers
- Code AIOT : 0006202396
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site EGGER Panneaux&Décors de Rambervillers appartient au groupe autrichien EGGER. Le site rambuvetais est spécialisé dans la fabrication de panneaux de particules.

L'exploitation est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2358/2018 du 15 novembre 2018.

## **Contexte de l'inspection :**

- Plainte.

## **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.3.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plainte Bruit	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.1.1.	Sans objet
3	Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 5.1.6	Sans objet
4	Déchets - présence ou non de bois créosoté	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 5.1.7	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de la visite, l'inspection a pu vérifier le caractère correct de l'ensemble des points contrôlés, hormis l'assurance de l'existence d'un interrupteur central bien signalé à proximité de la moitié des ouvertures. Ce point est déjà à l'étude chez l'exploitant.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Plainte Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 71.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  .../... Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.
<b>Constats :</b>  Deux plaintes concernant du bruit possiblement généré par l'entreprise EGGER ont été déposées : <ul style="list-style-type: none"><li>• Plainte du 03 juillet 2023 de la part d'une habitante située vieille route d'Autrey à Rambervillers, à 800 m de l'installation ;</li><li>• Plainte du 31 octobre 2024 de la part d'une habitante située à HOUSSEAS, à environ 4,5 km de l'installation.</li></ul> La société EGGER réalise régulièrement les mesures de bruit. La dernière date du 03 juin 2024.  Les mesures de bruit sont conformes. Il n'y a pas de dépassement, ni d'anomalie.  L'exploitant reconnaît qu'il peut y avoir des désagréments sonores lorsque l'exploitation tourne en manuel (pour des raisons de maintenance) et que l'alarme se déclenche.  Même si les mesures de bruit sont conformes, l'exploitant a réalisé des modifications sur la tonalité de l'alarme afin que celle-ci soit moins prégnante.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.3.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du Code du Travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.  .../...  A proximité d'au moins la moitié des issues des bâtiments, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant transmet à l'Inspection la dernière vérification des installations électriques (Q 18) datant du 24/12/2024 réalisée par BUREAU VERITAS.  Celle-ci fait état de 29 observations et 8 constatations. Parmi ces 8 constatations, 5 ne comportent pas de danger constaté, 1 signale un danger pour la première fois et 2 font état d'un danger déjà signalé.  L'exploitant a transmis le tableau de suivi de la maintenance entreprise. Les actions à réaliser sont examinées et suivies avec un code couleur suivant leur état d'avancement. Néanmoins les interventions prévues pour lever les constatations de danger ne sont pas datées.  Concernant l'existence d'un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique d'au moins la moitié des issues des bâtiments, l'exploitant n'est pas en mesure, le jour de la visite, d'affirmer qu'il existe (nombre et répartition au vu de la taille de l'exploitation).  Il transmettra à l'inspection les éléments dès que les investigations nécessaires seront réalisées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>l'exploitant doit transmettre à l'inspection <b>sous 15 jours</b> un planning d'intervention rapide concernant les constatations de dangers déjà signalés relevées dans la fiche Q18 établie le 24/12/24 par Bureau Veritas ;</li><li>lorsqu'il aura réalisé les investigations nécessaires, l'exploitant transmettra <b>sous 3 mois</b> les informations adéquates à la vérification de l'existence d'un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique d'au moins la moitié des issues des bâtiments.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 3 : Déchets produits par l'établissement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 5.1.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Quantité annuelle approximativement produite (en tonnes)	Conditions d'élimination
non dangereux	10 01 01	mâchefers	1675	valorisation externe
10 01 01	cendres	1852	valorisation externe	
17 04 05	aciers souillés	1800	Recyclage	
03 01 99	sable	790	ISDND	
03 01 99	chute de film mélaminé	280	ISDND	
17 04 05	ferraille	280	recyclage	
20 03 10	déchets en mélange (DIB : déchets de bureaux, cantine)	260	regroupement centre de tri	
17 04 02	aluminium	120	recyclage	
dangereux	13 08 02*	huiles usagées	25	recyclage
08 01 11*	boues d'huile	18	valorisation externe	
dangereux	10 01 14*	mâchefers, scories et cendres sous chaudière provenant de la co-incinération contenant des substances dangereuses	1852	valorisation externe

**Constats :**

L'exploitant tient à jour un registre des déchets dans lequel est indiqué l'ensemble des éléments contrôlés.

<p>Celui-ci est transmis à l'inspection.</p> <p>L'inspectrice échange avec l'exploitant sur l'issue de certains déchets en valorisation.</p> <p>Pour exemple, les mâchefers (10 01 15 - non dangereux) partaient jusqu'alors en Allemagne en comblement de mine. Celle-ci étant comblée depuis peu, ils sont acheminés à Jeandelaincourt (SUEZ).</p> <p>Les deux déchets dangereux identifiés sont les huiles usagées qui sont acheminées chez GRANDIDIER à Rehaincourt (88) et les boues d'huile qui sont conduites chez SALBER Recyclage à Sainte-Croix aux mines (68).</p> <p>L'inspection a pu recueillir l'ensemble des éléments demandés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Déchets - présence ou non de bois créosoté

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 5.1.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site :</p> <p>.../... Traverses de bois créosotés : 1000 tonnes .../...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant m'informe que malgré la possibilité offerte à l'article 5.1.7. de l'arrêté d'autorisation d'avoir sur site jusqu'à 1 000 tonnes de traverses de bois créosotées, le site ne détient aucun bois créosoté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>